



Numéro 795 du Vendredi 8 au Jeudi 14 Février 2008

Un 2 Décembre en février

Bonapartiste, Nicolas Sarkozy ? Caricaturé en Napoléon par la presse étrangère, le Président de la République vient de commettre son coup d'Etat du 2 Décembre.

Un coup d'Etat qui a eu lieu cette semaine, dans l'indifférence générale des médias manifestement plus préoccupés par le tout récent mariage du Prince...

Il faut dire que le Traité de Lisbonne avait tout du piège pour un pouvoir aux abois, confronté au mécontentement des Français : un texte trop long, confus, ressemblant trait pour trait à la constitution rejetée par les Français le 29 mai 2005. Pour tous ceux qui avaient fait campagne pour le oui au Traité Constitutionnel Européen, il y avait urgence à cacher le Traité de Lisbonne avant que les Français ne s'en emparent. Pendant des semaines, les chaînes de télévision et les journaux ont soigneusement caché la mobilisation naissante des citoyens, des militants altermondialistes, des communistes pour exiger un référendum.

Lundi, c'est à un véritable coup de force que se sont livrés les 560 députés et sénateurs qui ont voté la révision constitutionnelle préalable à l'adoption du Traité de Lisbonne.

Sous les ors du palais de Versailles, les parlementaires de l'UMP et du centre rejoints par 32 socialistes ont bafoué le vote majoritaire des Français. La plupart des députés et sénateurs du PS ont préféré opter pour l'abstention, permettant ainsi à la droite d'obtenir sans difficulté la majorité des 3/5 nécessaire pour modifier la constitution malgré l'opposition des députés et sénateurs communistes et d'une partie des socialistes.

Véritable coup d'Etat, le vote de lundi consacre la fracture entre le peuple et ses représentants. En la matière, la France ne fait pas figure d'exception : dans toute l'Europe – à l'exception de l'Irlande – ce sont les parlements nationaux qui ratifieront le Traité de Lisbonne.

L'Europe de Nicolas Sarkozy et de ses richissimes amis est une Europe du capital. Construite sans les peuples, l'Europe se construit chaque jour un peu plus contre les peuples.

Pour combien de temps encore ?

En France, la révolte gronde. Europe, emploi, pouvoir d'achat... Le gouvernement refuse de nous entendre. Ici comme ailleurs, le pouvoir gouverne contre son peuple.

La question du pouvoir d'achat cristallise bien entendu tous les mécontentements. Candidat du pouvoir d'achat, Nicolas Sarkozy est le président du pouvoir d'achat des

riches. Pendant ce temps, le pouvoir d'achat de la plupart des salariés et des retraités se dégrade.

Mardi, le ministre du budget annonçait ainsi une aumône dérisoire de 0,5 % d'augmentation à des enseignants qui n'ont cessé de voir leur pouvoir d'achat dégringoler. Une augmentation qui irait de pair avec une flexibilité accrue des métiers et la casse des statuts. Inacceptable, évidemment, pour les syndicats enseignants qui appellent à la grève le 29 février.

La révolte gronde et monte avec elle le désir d'une alternative. Pour se faire entendre, pour donner de la voix au camp de l'alternative, les citoyens ont une arme que personne ne pourra leur enlever : le vote communiste.

David NOËL